

**21 décembre 2002**

## **Une droite et des gauches... ou des droites et une gauche ?**



« Une droite et des gauches » dixit l'Aut'Journal dans son numéro de décembre/janvier. Où est-elle cette droite unie ? Serait-ce l'ADQ ? Serait-ce que l'on peut caractériser le PLQ ou le PQ de gauche ?

C'est peut-être ce que pense la nouvelle direction de la CSN qui, à la limite, serait prête à appeler à voter pour le parti le mieux placé pour battre l'ADQ. Les derniers sondages montrent que ce pourrait être les Libéraux. Dans son plan d'action rendu public en septembre dernier pour « réinventer » le Québec, le PLQ s'engage à maintenir le déficit zéro tout en réduisant les impôts de 5 milliards \$ à raison d'un milliard l'an sur une période de 5 ans. Sur cette base et spéculant sur une croissance continue jusqu'à la fin de la décennie, le PLQ s'engage à maintenir le statu-quo dans le réseau de la santé et de l'éducation en gelant toutes les autres dépenses, c'est-à-dire à les diminuer en termes réels par personne, ce qui comprend la lutte contre la pauvreté, le réseau de garderies, le logement social, la protection de l'environnement, le transport public, le soutien à la culture et le développement des régions.

La direction de la FTQ, appuyée par celle de l'Aut'Journal sur son flanc gauche, reste résolument branchée sur le PQ. Le plan d'action du PQ pour « un Québec meilleur », rendu public en novembre, ne garantit-il pas le « plein emploi » sur la base de davantage d'exportations par les industries de la haute technologie et par les alumineries alimentées par davantage de centrales hydrauliques ? (Maintenant qu'a été signé la « paix des braves » avec les Cris et les Inuits, plus besoin d'avoir recours au harnachement dispendieux des petites rivières du sud dont le potentiel récréo-touristique est davantage à la portée des PME des régions.)

Comment inciter les industries de la haute technologie à créer des emplois ? De préciser la ministre des Finances, en abaissant le taux d'imposition sur le capital et en réduisant le taux d'imposition des profits de 9% à 5%, parmi le plus bas taux en Amérique du Nord, tout en maintenant les crédits d'impôt pour la recherche-développement, parmi les plus généreux en Amérique du Nord, et les subventions aux industries de biotechnologie. Comment augmenter la production d'aluminium ? Par des subventions à la GM et par un tarif réduit d'électricité sans obligation de seconde transformation et sans participation à la propriété. L'ADQ n'aurait pas fait mieux.

D'ailleurs de quel plein emploi parle-t-on ? D'un taux de chômage 7.5% soi-disant « naturel », parce que plus bas celui-ci serait inflationniste. On appelle ça le plein emploi néolibéral et encore ne sera-t-il possible que s'il y a continuation de la croissance. Car, voyez-vous, le néolibéralisme c'est la croissance perpétuelle. Demandez-le aux Argentins, Brésiliens, Indonésiens, Coréens, Japonais et même aux Européens de l'Ouest. Qu'il fait bon d'habiter l'îlot de prospérité relative au nord du Rio Grande (Rio Bravo pour les Mexicains), d'exporter aux ÉU près de 40% de son PIB, contre près de 20% en 1990 — et de s'en vanter comme le PQ le fait dans son plan d'action. Rien

de plus normal alors que d'en appuyer la « lutte contre le terroriste » et autres guerres — mais « dans le cadre de l'ONU » évidemment.

Mais reste la bonne vieille social-démocratie dans le domaine social. Pour y arriver, le plan d'action péquiste ne compte que sur des réaménagements budgétaires sauf un infime 100 millions \$ de plus cette année-ci et 300 millions de plus l'an prochain, déficit zéro et refus d'augmenter l'impôt des riches et des profits oblige. Mais comment faire, aux dires du ministre de la Santé, pour aller chercher ces 1.8 milliards \$ de plus pour renflouer le système de santé sans compter le 5.2% d'augmentation annuelle simplement pour maintenir le statu-quo ? La ministre des Finances lance comme ballon d'essai, non pas de taxer la richesse et le profit — on vient de voir qu'on le taxera moins — mais d'augmenter la TVQ, soit la plus régressive et la plus injuste des taxes car elle s'applique également sur tous les biens et services visés, quel que soit le revenu. Souvenons-nous aussi que le rapatriement d'une partie de la TPS fédérale est la solution préférée de la Commission Séguin pour combler le déficit fiscal face à Ottawa.

Le PQ dit vouloir maintenir le gel des frais de scolarité arraché par la grève étudiante de l'automne 1996. Cependant, par l'intermédiaire de l'augmentation des frais non réglementés, les frais universitaires totaux ont augmenté plus vite que l'inflation depuis 1994. Le sous-financement universitaire qui en découle n'est aucunement compensé par un supplément de dépenses publiques qui sont au Québec de 15% moins élevé par étudiant que la moyenne canadienne. Pire qu'Harris, somme toute. Pour les universités francophones, cette asphyxie est renforcée du fait que le réseau anglophone reçoit un financement public qui est près de trois fois supérieur à son poids démographique. Résultat : une proportion non négligeable des francophones s'inscrivent dans ce réseau parce que souvent mieux nanti grâce à des sources plus généreuses de fonds privés. Faut-il alors se surprendre que les universités francophones de Montréal voudraient donner des cours en anglais ?

A-t-on entendu le PQ dire vouloir corriger ces problèmes de financement et de déséquilibre ? Pourtant le Québec affiche un déficit social de près de 20 milliards \$ depuis les prises du pouvoir à Ottawa et à Québec par le PLC et le PQ. En effet, si le gouvernement fédéral dépensait 14.4% du PIB québécois en 2001-02 comme il le faisait en 1992-93, ses dépenses au Québec seraient de 10.5 milliards \$ de plus. De même, si le gouvernement du Québec dépensait 22.8% du PIB québécois en 2001-02 comme il le faisait en 1992-93, ses dépenses seraient de 8.1 milliards \$ de plus. Quant à la correction du déséquilibre linguistique, le PQ refuse même d'appliquer la loi 101 au Cégep. La seule solution devient alors la solution néolibérale d'une libéralisation des frais de scolarité, cum contrat de performance, que ne manquera pas d'appliquer le prochain gouvernement qu'il soit péquiste, libéral ou adéquiste... à moins d'en être empêché par la lutte étudiante une fois de plus.

L'annonce de l'ajout, d'ici 2005, de 50 000 places dans les garderies à 5\$ change-t-elle la donne ? On oublie trop souvent que les principaux objectifs économiques de cette politique sont d'une part la légalisation du travail au noir pour pouvoir l'imposer et d'autre part la facilitation/obligation de la participation, à bas salaire, des jeunes mères au marché du travail. Si la libération des femmes y trouve peut-être son compte c'est que le capitalisme néolibéral en profite, sans compter un clin d'œil au familialisme nationaliste ajustée à la sauce néolibérale. Idem pour la loi dite « anti-pauvreté » qui ne donne immédiatement rien et qui annonce au mieux un « revenu de citoyenneté » qui sera une subvention aux employeurs de non-syndiqués, surtout des femmes, pour justifier les bas salaires. Quant au barème plancher annoncé, compensera-t-il l'inflation, qui passe les 3% depuis quelques mois, l'augmentation des loyers découlant de la grave crise du logement et le refus de ré-instaurer la gratuité des médicaments ? Pour ce qui est des congés parentaux ou autres non-payés garantis par la nouvelle loi des normes du travail, les travailleuses

mal payées et précaires ne seront pas nombreuses à les prendre. L'ADQ agirait-il autrement lui qui aussi favorise le « revenu de citoyenneté » ?

En est-il autrement des réformes des institutions parlementaires et du système électoral ? Alors que la direction péquiste laisse son « *loose cannon* », le ministre junior responsable de la réforme des institutions démocratiques, promettre n'importe quoi, le PQ envoie un avocat à la Cour Suprême appuyer le gouvernement fédéral pour défendre la statu-quo de la loi électorale fédérale encore moins démocratique que celle du Québec. Quant au contournement, devant lequel le PQ se dit impuissant, de la réglementation du financement des partis politiques, qui origine de l'époque où le PQ faisait encore peur à l'entreprise privée et ne pouvait donc pas bénéficier de sa pleine générosité, le prétexte d'une hausse du financement public — selon d'ailleurs quels critères et en retour de quel contrôle ? — annonce-t-il un retour du financement par les compagnies parce qu'on ne saurait l'empêcher ? Quant à la commission, qui n'a pas bénéficié de budget d'information digne de ce nom mais qui organisera une autre grande messe en février à Québec, on sait déjà, à moins de pression populaire, qu'elle proposera aucune réforme d'ici les prochaines élections sous prétexte qu'il n'y a pas de consensus... alors que les trois partis néolibéraux sont pourtant d'accord en paroles avec une proportionnelle mixte. Où est donc la différence entre le PQ, le PLQ et l'ADQ ?

Le PLQ et le PQ sont-ils donc de gauche ? On peut certes trouver plus à droite au niveau du discours politique. La « nouvelle génération », base sociale de l'ADQ, ne se gêne pas pour « fesser dans le tas ». Quand sera-t-il de ses politiques réelles ? Déjà on sait qu'il n'y aura ni « *flat tax* » ni « médecine à deux vitesses » ni « bons scolaires » car la bourgeoisie québécoise, et même canadienne, n'en veut pas. Quant au régime maigreur de la fonction publique, le PQ vient tout juste de se rallier aux propositions Facal lesquelles seront facilitées par les importantes mises à la retraite des prochaines années sans qu'il ne soit besoin de congédier personne.

Le prochain gouvernement, quel qu'il soit, continuera dans la même politique néolibérale de coupures et de privatisations au rythme qui convient à la bourgeoisie québécoise et canadienne dans le cadre de l'ALÉNA en voie de transformation en ZLÉA guerrière. Tout le reste n'est qu'emballage électoral... et une affaire de lutte de classe « dans la rue et dans les urnes ».

Même la question nationale ne différencie pas les trois partis néolibéraux. Tous sont d'accord dorénavant à accepter le cadre canadien. L'un le fait en chialant à mort car sa stratégie de référendum cum déficit zéro (les conditions gagnantes) est épuisée sans qu'il en ait proposée une autre qui soit crédible. N'y a-t-il pas plus ridicule, et humiliant pour le peuple québécois, que les pleurnichages et les crises feintes du Premier ministre ? L'autre parti prétend pouvoir améliorer les choses grâce à un impossible « inter-provincialisme » qui a toujours masqué, du moins dans un premier temps, l'unité des gouvernements anglophones, fédéral et provinciaux, contre le Québec. Pensons à la « nuit des longs couteaux » de 1982 et à l'Union sociale de 1999. Le même scénario se jouera à propos des suites à donner au rapport Romanow qui ne promet même pas, au départ, de combler la moitié des augmentations nécessaires au maintien du statu-quo. C'est d'ailleurs à cet inter-provincialisme stérile qu'en pratique le PQ est réduit, faute de mieux, et que l'ADQ mettrait aussi en œuvre puisque son indifférence nationaliste capitularde ne lui laisserait pas d'autre choix pratique.

Somme toute, on a à faire à trois partis néolibéraux-fédéralistes. Au Québec, en 2003, c'est ainsi que se définit la droite réellement existante. Bien sûr, on peut toujours dire que dans le firmament néolibéral, cette Sainte Trinité fait un seul Dieu. Sur terre, cependant, ce Dieu mystérieux se déploie bien en trois partis qui se font la lutte électorale pour « confondre les sceptiques » comme disait le capitaine Bonhomme.

## Comment unifier la gauche politique et la gauche sociale ?

Il y a donc bien « des droites ». Qu'en est-il de la gauche ? Si on parle de la gauche politique, celle-ci s'est bien unifiée dans un parti, l'Union des forces progressistes (UFP). Trois partis, le RAP, le PDS et le PCQ — et une organisation politique, Socialiste internationale, en font maintenant partie. Reste d'irrécupérables sectes mao-staliniennes et anarchistes dont l'objectif premier est non pas la libération sociale-nationale du peuple québécois mais leur propre auto-construction comme secte idéologique. Les unes ont recours à l'entrisme, les autres au frontisme et toutes à la surenchère gauchiste tout comme l'ADQ a recours à la surenchère droitiste.

Si la gauche politique est pour l'essentiel unifiée, elle est par contre loin de rallier la majorité de la gauche sociale. En ce sens, et uniquement en ce sens, peut-on parler « des gauches ». Encore faut-il comprendre les raisons de ce divorce persistant entre gauche politique et gauche sociale. Deux erreurs stratégiques en sont la source, l'une provenant de la gauche sociale, l'autre de l'UFP.

Les directions syndicale et populaire de la gauche sociale, sauf exception, s'accrochent avec l'énergie du désespoir à la préservation du « bloc nationaliste », soit l'alliance stratégique du PQ, du Bloc et des directions syndicales/populaires tissée au moment de l'émergence du mouvement de libération nationale, intrinsèquement socialiste, des années 60 pour le faire dégénérer en mouvement nationaliste-réformiste sous la houlette du PQ. Aujourd'hui, l'excuse du maintien de cette alliance devenue sociale-libérale, ou « néolibérale à visage humain », se réduit à la prétendue nécessité de « l'union sacrée » contre l'ADQ sous prétexte de son caractère ultra-droitier. On vient de voir toute la fausseté de cette analyse dont le seul noyau rationnel à retenir est la probable marginalisation des appareils syndicale-populaires par l'ADQ ou même le PLQ, ce qui soit les rendrait orphelins donc obsolètes soit les obligerait à enfin défendre jusqu'au bout et sans faille les intérêts de leurs bases.

L'erreur de la direction de l'UFP est de ne pas comprendre la centralité stratégique de la question de l'indépendance la considérant au mieux comme un ajout politiquement nécessaire à la question sociale du néolibéralisme. D'ailleurs, la nouvelle présentation de la plate-forme parue à la fin décembre ne dit pas un seul mot sur la question nationale (ni sur celle des femmes ni sur la guerre). Jusqu'à la mise en page qui sort le paragraphe sur la question nationale du corps de la présentation de la plate-forme. Et que dit ce paragraphe orphelin pourtant voté par le congrès de fondation comme partie prenante de la plate-forme proprement dite : « *[l']indépendance n'est pas une fin en soi [...] mais un moyen pour réaliser notre projet de société.* »

Pourtant l'indépendance est la seule réponse historiquement possible à l'oppression nationale du Québec suite à la conquête de 1760, à la défaite de notre révolution de libération nationale de 1837-38, à l'imposition de l'Union puis de la Confédération, à l'anglicisation des ex-territoires de la Compagnie de la Baie d'Hudson suite à la défaite de la rébellion du peuple Métis, aux crises de la conscription de 1917 et 1942, à l'assimilation par les politiques de bilinguisme et de multiculturalisme à la Trudeau, à la perte du droit implicite de veto en 1981, à la modification de la Constitution et à l'imposition d'une « Charte de droits » sans l'accord du Québec en 1982, au charcutage de la loi 101 par la Cour Suprême, aux accords humiliants du lac Meech puis de Charlottetown quand même refusés, au refus de la reconnaissance du Québec comme « société distincte » et enfin à l'imposition de la loi dite de la « clarté » en 2000. En ce sens, l'indépendance est bien historiquement « une fin en soi » même si elle indissociablement liée à l'anti-néolibéralisme.

Peut-on s'imaginer que le peuple québécois se mette en mouvement pour se libérer de la domination des banques et des transnationales, d'ailleurs et d'ici, sans qu'il ne le fasse aussi pour

de débarrasser de l'humiliante oppression fédérale ? Peut-on concevoir la libération autrement que comme un mouvement holistique qui à la fois pénètre toutes les dimensions de l'être tout en faisant le plein de l'ensemble des luttes sociales contre toutes les facettes de l'exploitation et de l'oppression ? Toutes ces facettes ne sont-elles pas d'ailleurs indissociablement liées ? Imagine-t-on un seul instant un Québec féministe ou écologiste qui resterait capitaliste ? L'oppression des femmes et des nations conquises tout comme le pillage de la nature ne participent-ils pas à l'origine même du mode de production capitaliste ?

Cette libération holistique doit cependant s'incarner dans l'espace et le temps. Pour cela, il faut poser la question stratégique, c'est-à-dire s'associer avec quelles forces politiques et sociales pour percer quelle brèche, au Québec en 2003, dans le mur capitaliste/impérialiste/patriarcal. Jusqu'ici la réponse dominante dans les milieux « progressistes » avait été cette indéfectible stratégie étagée à la Morin/Lévesque de d'abord l'indépendance (néolibérale) et ensuite un Québec (socialiste). La gauche fédéraliste, habillée le plus souvent de gauchisme hier maoïste et aujourd'hui anarchiste, y opposait sa stratégie du « big bang » hier d'un Canada socialiste et aujourd'hui d'un monde anticapitaliste qui assurerait par enchantement l'égalité nationale sans que nous ayons besoin de les inscrire sur nos bannières.

Cette stratégie, au Québec en 2003, passe encore et toujours par la lutte pour l'indépendance comme ne cesse de le rappeler à chaque sondage le peuple québécois — le dernier de CROP fait à la mi-décembre dit que 44% des répondants et répondantes auraient voté « oui » à la question référendaire. Mais aucun responsable social ou politique n'est à l'écoute, du Conseil du patronat jusqu'au mouvement populaire en passant par le mouvement syndical comme de l'ADQ jusqu'aux anarchistes en passant par le PQ et l'UFP. C'est dire la profondeur insondable et effrayante de l'oppression nationale. Sommes-nous devenus un peuple prostitué résigné à son sort — dans un monde en chamaille, le bordel canadien est confortable, admettons-le — incapable de se regarder dans un miroir sans avoir honte de lui-même comme Lucien Bouchard qui avait honte de promouvoir le français ?

Il faut donc proposer l'anticapitalisme — le néolibéralisme n'est en effet que le capitalisme mis à nu, naturellement « sauvage », sans passagère fioriture sociale-démocrate, comme cela fut le cas lors des exceptionnelles « trente glorieuses », le temps que s'épuise la vague révolutionnaire d'après-guerre — dans le cadre d'une stratégie historiquement posée. Il faut en effet une voie pour aboutir à une société socialiste, féministe et écologiste. Cette voie c'est celle de l'indépendance.

La gauche politique dorénavant unifiée se doit d'aller vers le peuple de gauche, qui tend spontanément vers l'indépendance comprise non pas comme une question constitutionnelle mais comme la matrice du « projet de société » égalitaire et libertaire auquel il aspire. Le peuple québécois garde instinctivement un sens de l'histoire qui s'est émoussé chez la grande majorité des directions de gauche, ébranlées et désemparées par l'échec du dernier avatar de l'étagisme : le référendum cum déficit zéro.

Le peuple québécois mérite mieux qu'avoir le choix du moins pire entre le parti de l'illusion déçu, le parti de la capitulation heureuse et le parti apprenti-sorcier du faux Harry Potter. À nous, de l'UFP, de renouer avec ce projet libérateur en lui proposant une stratégie d'indépendance anticapitaliste dont les rejets de la guerre et de l'ALÉNA/ZLÉA seraient les deux portes d'entrées. Telle devrait être la teneur de notre message électorale.

Une proposition :

## L'indépendance, à gauche toute

### Non à la guerre

### Non à la ZLÉA

*Notre but est un Québec indépendant, libéré du FMI, des banques et des transnationales tout comme de l'impérialisme et du fédéralisme canadien. Partie prenante du mouvement altermondialisation, nous concevons ce Québec libre et égalitaire dans des Amériques et un monde démocratique, féministe, écologiste, pacifiste et solidaire. Ce combat, nous le mènerons sans aucun sectarisme dans les urnes et dans la rue.*

- Pour une assemblée constituante dotant le Québec d'un projet de société
- Pour une semaine de travail de 35 heures sans baisse de salaire
- Pour un salaire minimum indexé d'au moins 10 \$ l'heure
- Pour un revenu minimum indexé d'au moins 1000 \$ par mois
- Pour la construction de 8000 logements sociaux par année
- Pour combler dès maintenant le déficit social de 20 milliards \$
- Pour des services publics gratuits, universels, sans attente, complets et de qualité
- Pour l'inclusion des garderies et des maisons de refuge dans les services publics
- Pour la gestion populaire des services publics
- Pour un système de transport public, intra et interurbain, gratuit
- Pour l'efficacité énergétique et les énergies solaire et éolienne
- Pour la socialisation de TVA/Vidéotron en réseau national grand public
- Pour un mode de scrutin proportionnel à parité femme-homme
- Pour un processus de budget participatif à la Porto Alegre
- Pour l'annulation des dettes du tiers monde
- Pour l'autodétermination des peuples autochtones et du tiers monde

*Marc Bonhomme, le 21 décembre 2002*